

# PDSC Newsletter

26 Avril 2021

# N°12.



Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse

Les articles 1,5,7,10 et 11 sont développés.

## Géopolitique

- 1. Joe Biden a annoncé le retrait des 2500 troupes américaines présentes sur le territoire afghan d'ici septembre.
- 2. La Russie annonce le retrait de ses troupes près de l'Ukraine. Dans un autre signe apparent de désescalade, le président russe s'est dit prêt à rencontrer son homologue ukrainien à Moscou.
- 3. Joe Biden reconnaît le génocide arménien, au grand dam de la Turquie. L'ambassadeur américain est convoqué par le gouvernement turc.

## Economie de la défense

- 4. L'armée de Terre teste le combat robotisé du futur. L'école militaire de Saint-Cyr a testé l'apport d'engins robotisés aux opérations militaires, comme le robot armé, le robot chien, le robot mule et de reconnaissance.
- 5. Berlin discute du futur char de combat franco-allemand avec Londres.
- 6. Iran : Le contrat des J-10 chinois dans l'impasse politique
- 7. Moyen-Orient : l'Iran a commencé à produire de l'Uranium enrichi à 20%. Pour éviter la poursuite de l'effort nucléaire iranien, les Etats-Unis reviennent à la table des négociations.

## Sécurité Intérieure des Etats

- 8. La France recommande à ses ressortissants de quitter temporairement le Pakistan.
- 9. Cote d'Ivoire : attaque d'une caserne à Abobo.

## Vie Politique

- 10. Tchad : le fils du président défunt prend les pleins pouvoirs, l'opposition dénonce un « coup d'Etat ».

## Espace

- 11. La Russie va construire sa propre station spatiale.

Lettre d'information sur l'actualité défense,  
sécurité & citoyenneté

# Joe Biden a annoncé le retrait des troupes américaines d'Afghanistan.

En Afghanistan : Joe Biden annonce le retrait des troupes américaines mettant ainsi fin à « la plus longue guerre de l'Amérique ».

Le mercredi 14 avril le nouveau président des Etats-Unis a annoncé qu'il retirerait d'ici le 11 septembre l'ensemble de ses troupes d'Afghanistan, une date symbolique rappelant évidemment les attentats du 11 septembre, il y a bientôt 20 ans.

Joe Biden est le quatrième président à gérer une présence militaire en Afghanistan. Il a ainsi promis de ne pas attendre des conditions idéales pour un retrait afin de ne pas passer cette responsabilité à un cinquième. Il a également indiqué que la mission américaine de « s'assurer que l'Afghanistan ne serve pas de base pour attaquer à nouveau notre pays » était désormais chose faite.

Quelques minutes après les alliés de l'OTAN ont annoncé vouloir également commencer un retrait dès le 1<sup>er</sup> mai dans l'objectif de le terminer d'ici les prochains mois. Le président démocrate a toutefois souligné que le gouvernement des Etats-Unis continuerait à soutenir le gouvernement afghan notamment d'un point de vue humanitaire et diplomatique.

Cette décision de Joe Biden s'inscrit dans la lignée de l'accord passé sous l'administration Trump le 29 février 2020 : signé à Doha au Qatar, cet accord « historique » entre les Etats-Unis et les Talibans devait permettre un retrait sous quatorze mois des troupes américaines après dix-huit ans de présence. Le secrétaire d'Etat de l'époque, Mike Pompeo, avait ajouté que les Etats-Unis n'hésiteraient pas à annuler l'accord si les Talibans ne respectaient pas la « réduction de violence avec pour but d'atteindre un cessez-le-feu complet » prévue par l'accord.

Il est important de souligner que ce retrait ne fait pas l'unanimité du côté des élus : en effet, beaucoup jugent ce retrait prématuré. Il est ainsi à noter que cet engagement ne prévoit même plus le petit contingent contre-terroriste initialement prévu par le président. L'ancien président Barack Obama a annoncé que c'était « la bonne décision ». La Russie a quant à elle annoncé redouter une escalade qui pourrait saper les efforts de paix, et la Belgique a prévenu que ce retrait pourrait diminuer la pression sur les Talibans.

Alors qu'au plus fort de la présence américaine, 100 000 militaires étaient déployés en Afghanistan, il n'en reste aujourd'hui plus que 2 500.

## Londres, futur membre du projet Main Ground Combat System (MGCS)

Cette semaine, des discussions compliquées ont animé la vie des entreprises de Dassault et Airbus au sujet du New Generation Fighter (NGF). Pour rappel, c'est sur cet avion que reposera le Système de Combat Aérien du Futur (SCAF). Le projet, mené par Dassault, inclut ainsi la France, l'Allemagne et l'Espagne (où se trouve une des filiales d'Airbus). Les industriels se sont accordés sur les questions de propriété intellectuelle et de partage des tâches, il ne reste plus qu'à Paris et Berlin de les valider.

Cependant, l'arrivée en cours de route de l'Espagne envenime les relations, initialement compliquées, et met Dassault dans un rapport de force qui le désavantage (2 contre 1). Est-ce que ce scénario peut se calquer sur le projet Main Ground Combat System (MGCS), futur char de combat, prévu pour 2035, et cette fois-ci mené par l'Allemagne ?

La répartition initiale des tâches dans ce projet devait être simple : il ne concernait que les entreprises du groupe KNDS, à savoir Nexter Systems (France) et KMW (Allemagne), soit 50/50%. Seulement, Rheinmetall, concurrent du groupe KNDS, prend désormais part au développement de ce char, ce qui met la France encore une fois dans un rapport de force à son désavantage. Aujourd'hui, le char MGCS est découpé en neuf lots, tous répartis équitablement entre les acteurs (soit 33/33/33%).

S'ajoute à cela la potentielle entrée de l'Angleterre au sein de ce projet qui, à terme, aura aussi besoin de renouveler son parc de chars. En janvier, Londres aurait demandé à rejoindre le projet en tant qu'observateur, ce à quoi le ministère allemand de la défense déclara : « Le programme MGCS a été lancé dans une approche européenne, en étant ouvert à d'autres nations. [...] Accueillir de nouveaux membres est conforme aux aspirations de l'Allemagne visant à encourager la consolidation dans l'industrie européenne de l'armement ».

Berlin est même allé au-delà de cette déclaration puisque Benedikt Zimmer, secrétaire d'État allemand à la Défense, et Jeremy Quin, ministre d'État britannique aux Acquisitions de Défense, se sont rencontrés cette semaine et ont échangé sur différents sujets, dont le projet MGCS... Deux problèmes se posent alors : la répartition des tâches d'une part, et l'intégration de BAE au trio déjà en place d'autre part. En effet, BAE Systems, leader britannique des blindés, et l'entreprise qui intégrerait l'équipe, est codétenue par Rheinmetall... De ce fait, ce dernier verrait sa position renforcée quand Nexter serait embourbé dans un rapport de force intenable.

## Pour éviter la poursuite de l'effort nucléaire iranien, les Etats-Unis reviennent à la table des négociations.

Depuis au moins la guerre entre l'Iran et l'Irak dans les années 80, les puissances régionales que sont l'Arabie Saoudite et l'Iran s'opposent sur un grand nombre de sujets pour accroître leur influence, dans une région d'intérêt stratégique où se retrouvent ressources et voies de passage. La région concentre de fait un grand nombre de tensions : guerre en Irak de 2003, guerre civile libyenne de 2011, la coalition contre Daesh à partir de 2014, la guerre civile yéménite commencée en 2014. Dans l'ensemble de ces conflits, ces deux pays s'opposent politiquement, diplomatiquement, militairement (rôle des milices, ...), mais aussi culturellement en mettant en avant sunnisme et chiisme. C'est à ce titre que les tensions liées au programme nucléaire iranien continuent d'essaimer.

Sanctionnée internationalement depuis les années 2000, et en dépit de l'attaque informatique Stuxnet contre ses centrifugeuses, l'Iran a mis un premier coup d'arrêt à son programme : il a ainsi signé en 2015 l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien ou Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), négocié pendant plusieurs années avec l'Union européenne et les membres du P5+1, à savoir la Chine, la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, et l'Allemagne. Cette accord visait à réduire graduellement les sanctions économiques de l'Iran, en échange notamment d'une baisse du nombre de centrifugeuses et d'un enrichissement d'uranium plafonné à 3,67% pour les besoins civils et de recherche.

Malgré cela, les tensions entre Etats-Unis et Iran sont restées vives. Le président Donald J. Trump a protesté contre la signature de cet accord, et en a fait sortir les Etats-Unis en 2018 pour rétablir les sanctions économiques, sur fond de lutte au Moyen-Orient matérialisée par l'assassinat du général iranien Ghassem Soleimani en janvier 2020 et la riposte iranienne sur des bases américaines. Durant cette période, les autres pays signataires se sont montrés être critiques face à cette décision de retrait, mais l'Iran a continué son programme nucléaire sans se borner aux limites fixées par le JCPOA : l'enrichissement de l'uranium a ainsi récemment atteint les 20%, une étape importante. Pour rappel, on considère que la pureté d'uranium nécessaire pour commencer à élaborer des armes nucléaires est de 80%. Malgré tout, l'Iran déclare publiquement que son objectif n'est pas de créer une arme nucléaire mais de poursuivre un programme civil.

En dépit de ces dires, les services de renseignement s'opposent, notamment avec les Israéliens, qui accusent l'Iran de poursuivre son programme militaire, au milieu de tensions matérialisées en décembre 2020 par l'assassinat d'un scientifique iranien, par des explosions et des attaques autour ou dans l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz en 2020 et même ce mois-ci, en avril 2021.

Malgré tout, le président Joe Biden a indiqué vouloir réintégrer l'accord, et les discussions sont en cours, l'Iran affichant publiquement qu'il serait prêt à appliquer l'accord en échange d'une levée des sanctions économiques.

# Tchad : le fils du président défunt prend les pleins pouvoirs, l'opposition dénonce un coup d'Etat

Le mardi 20 avril 2021, le président tchadien Idriss Déby Itno est décédé au combat des suites de ses blessures.

Ancien combattant rebelle, il avait pris le pouvoir par les armes en 1990 des mains du président Hissène Habré (1982-1990). Début avril, I. Déby venait d'être réélu pour un sixième mandat. Il était une personnalité politique controversée et avait notamment supprimé la fonction de premier ministre en 2018, se conférant ainsi tous les pouvoirs de l'exécutif. Âgé de 68 ans, il combattait auprès de ses armées et était engagé dans le nord du pays où une colonne de rebelles menait une offensive depuis 9 jours. Ces rebelles sont issus du FACT -le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad-, une formation qui s'oppose au régime tchadien. Leur objectif est de gagner la capitale N'Djamena. Le FACT avait d'ailleurs reporté avoir blessé le président Déby.

La continuité gouvernementale du pays est en tous cas assurée par la mise en place d'un Conseil Militaire de Transition (CMT), présidé par l'un des fils du défunt président, Mahamat Idriss Déby. Celui-ci est composé de 15 généraux nommés par le général nouvellement arrivé au pouvoir. La succession du mandat présidentiel accordé au fils de l'ancien président ravive les multiples critiques à l'égard de l'apparent népotisme d'I. Déby. Jusqu'ici, le Tchad d'I. Déby était ainsi déjà accusé de museler l'opposition au régime en interdisant notamment les rassemblements politiques. Depuis son arrivée au pouvoir, le général Mahamat I. Déby a déjà dissous l'Assemblée Nationale et le gouvernement. Il a toutefois affirmé que de nouvelles institutions démocratiques seraient créées après l'organisation d'élections dans dix-huit mois.

L'ancien et défunt président, passé par l'École de Guerre, entretenait un lien particulier avec la France. Elle lui avait apporté son soutien dès le coup d'État de 1990. France et Tchad sont partenaires dans la lutte contre le terrorisme et forment un noyau fort de coopération au sein du G5-Sahel. L'ancien président était l'un des premiers soutiens de la France au Sahel depuis le lancement de l'opération « Serval » en 2013.

Enclavé entre la Lybie, le Soudan, la Centrafrique, le Tchad détient une position stratégique. Sa capitale accueille les bases qui coordonnent les actions de terrain du G5-Sahel ainsi que le poste de commandement de la force Barkhane et une de ses deux bases aériennes au Sahel. En termes d'effectifs de combattants, le Tchad constitue le plus gros contributeur de la coalition du G5-Sahel : il fournit 1850 soldats sur un nombre total de 6000. De plus, il est un acteur clé de Minusma, la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

# La Russie va construire sa propre station spatiale

Face au retour de la course à l'espace, la Russie annonce vouloir mettre en orbite une nouvelle installation habitable.

La Russie est un acteur majeur de la conquête de l'espace. La concurrence due à la guerre froide avec les Etats-Unis lui a donné un crédit et une expérience certaine dans le domaine spatiale. Elle dispose à son palmarès de nombreuses « premières », à commencer par le premier vol habité. Après le déclin de l'URSS et malgré sa situation économique précaire, la Russie a gardé un rôle important. Elle a lancé en 1986 puis entretenu sa propre station spatiale *Mir*, aujourd'hui détruite. De même, avec l'arrêt du programme de la « navette spatiale » américaine 2011, elle est restée la seule puissance capable d'envoyer des hommes dans l'espace grâce au vaisseau « Soyouz ».

Mais depuis quelques années, la concurrence est à nouveau rude dans la course à l'espace. Russes, Américains et Européens voient désormais arriver une concurrence chinoise et indienne. Concernant le vol habité, les Etats-Unis sont capables depuis 2020 d'envoyer eux-mêmes des hommes dans l'espace, grâce au nouveau lanceur SpaceX. La possibilité de retourner sur la Lune voire d'explorer Mars semble de plus en plus envisageable dans les années à venir. De ce fait, disposer d'une station spatiale est plus que jamais un outil d'influence et de développement technologique. Il faut d'ailleurs noter que la Chine s'y attelle également.

Cette frénésie autour du domaine spatial – créations de stations spatiales, d'installations sur ou autour de la Lune voire Mars – peut être source de progrès technologique. Mais elle ne doit pas cacher les enjeux stratégiques qui intéressent les grandes puissances spatiales. Celles-ci pourraient être amenées à militariser l'espace dans les années à venir pour défendre leurs intérêts. Cela serait d'autant plus dangereux que la dépendance des sociétés modernes, et de leurs armées, aux satellites est de plus en plus importante.